

Publiez Ce Que Vous Payez

L'information est le pouvoir—ou comment PCQVP Côte d'Ivoire apporte la bonne gouvernance au niveau des communautés



Publiez Ce Que Vous Payez

Alice Powell

Photo par Michel Yoboue

Publiez Ce Que Vous Payez

Introduction

C'est peut-être un cliché, mais il est toujours vrai que les ressources naturelles se révèlent plus souvent être une malédiction qu'une bénédiction pour les citoyens. C'est particulièrement le cas pour les communautés qui vivent près des sites d'extraction. Non seulement elles voient rarement les retombées des richesses générées par les projets extractifs, mais elles souffrent de tous les inconvénients de vivre près d'un tel site : pollution, déplacement, perte des terres et de leurs moyens de subsistance, conflits et plus encore. Elles n'ont pratiquement pas leur mot à dire sur la façon dont ces projets sont gérés, la plupart des décisions — sinon toutes — sont négociées entre le gouvernement et la société. Quand il s'agit de collaboration, les communautés viennent souvent après-coup.

Les communautés connaissent deux difficultés qui vont de pair — une détérioration de leurs conditions de vie et un processus de perte de pouvoir comme elles perdent le contrôle de leur environnement. Un manque d'information et de communication, associé à des attentes divergentes, exacerbe une situation déjà tendue et les communautés se tournent souvent vers l'action directe — des barricades ou des manifestations par exemple — pour faire entendre leur voix. Ces actions directes attirent l'attention, mais elles ont rarement pour résultat des changements positifs pour les communautés. Le plus souvent, ces communautés sont victime de répression et de violences à cause de leurs actions.

Le tableau est sombre. Alors que peut faire une campagne telle que Publiez Ce Que Vous Payez ? Mettre l'accent sur la transparence des recettes peut, c'est sûr, diminuer la corruption et la mauvaise gestion des ressources naturelles, afin que les citoyens profitent enfin de l'extraction. Mais que peut-on faire pour les vies que ces communautés mènent actuellement dans les pays riches en ressources naturelles ? Où la transparence et la responsabilité entrent-elles en jeu ?

Augmenter l'ouverture et la transparence au niveau local peut faire beaucoup. Pour Publiez Ce Que Vous Payez Côte d'Ivoire, travailler directement au niveau local a quatre grands objectifs : réduire les conflits, renforcer le pouvoir de négociation des communautés, renforcer la crédibilité des communautés en tant que partie prenante et créer une plateforme grâce à laquelle les citoyens peuvent s'engager.

Ce cas d'étude examine comment PCQVP Côte d'Ivoire a cherché à soutenir les communautés extractives en installant des comités PCQVP composés de citoyens locaux ; le cas d'étude se pose surtout sur les expériences de Jacqueline, région productrice de pétrole et de gaz en Côte d'Ivoire.

Publiez Ce

Que Vous Payez

Jacquerville



Photo de Jacquerville, par Michel Yoboue



Les gens attendent le bac. Au fond, le pont à moitié construit

Prenons Jacquerville, la région de Côte d'Ivoire qui produit le pétrole et le gaz. Jacquerville est une petite île au large des côtes du pays, avec une population d'environ 70 000 habitants aux dernières estimations. Le département se compose d'une capitale éponyme et d'un certain nombre de villages. L'extraction a commencé en 1980 et bien qu'une grande partie de ce projet soit menée en mer, plusieurs communautés dans l'île sont directement affectées, avec des pipelines et des travaux qui traversent leur village. Que ce soit l'occupation des lieux menée par les femmes en 2010 qui a empêché l'accès à l'île, ou les marches de la jeunesse d'Adjue cette même année, ou les barricades ou les grèves régulières, Jacquerville a amplement subi sa part de conflits.

L'île est reliée au reste du pays par un bac et si la traversée elle-même est courte, la queue est longue. Le samedi soir est particulièrement difficile et traverser peut prendre jusqu'à 7 heures. Je n'ai parlé à personne qui y soit parvenu en moins de 3 heures. Le gouvernement achève un pont très attendu, qui sera fini fin 2014.

Bien que ce soit une île, le poisson que vous mangez à Jacquerville a été amené d'Abidjan. Autrefois, c'était l'inverse, mais l'exploitation a rendu la vie des pêcheurs vraiment très difficile. Les cacaoyers sont aussi en train de mourir. Les infrastructures sont rudimentaires – quand nous avons demandé aux communautés lors d'une consultation ce qu'elles désiraient pour leur île, elles ont indiqué diverses choses : des ambulances, un hôpital décent, de vraies infrastructures sportives pour leurs jeunes. Avec un grand pourcentage des habitants de Jacquerville qui ont moins de 25 ans, il est crucial qu'ils aient des activités et de l'espace. Plus que tout, ils voulaient pouvoir travailler. Leurs pois-

sons et leurs cacaoyers sont en train de mourir, alors que peuvent-ils faire. Comme l'a rappelé un villageois, « À quoi servira l'argent quand tous nos poissons et nos cacaoyers seront morts ? On ne peut pas manger l'argent. »

Ils voulaient de meilleures routes : le trajet de Jacquerville à Addah fait 25 km, mais a prit plus d'une heure en voiture. Il est évident que les citoyens de Jacquerville n'ont pas profité de leurs ressources naturelles et qu'ils ont payé un lourd tribut à l'extraction. Mais s'est ajoutée à ces frustrations – la perte des terres, la perte des moyens de subsistance – la perte de pouvoir. Confrontés aux changements qui ont lieu dans leurs villages sans leur consentement, les villageois n'ont personne vers qui se tourner et ne disposent pas de moyens clairs pour faire entendre leur désapprobation, et il leur est difficile de négocier – c'est pourquoi la situation a souvent tourné au conflit.

« Il y avait souvent des crises à Jacquerville » explique Julien Tinguain, cofondateur de Publiez ce que vous payez Côte d'Ivoire « à chaque fois, la population n'avait pas bien été informée ou elle n'avait pas bien compris les derniers développements. Il y avait une profonde méfiance envers les sociétés extractives. Ceci a conduit à des marches et des blocus qui empêchaient l'accès au site ». Comme dans de nombreux autres cas, le conflit était né d'une mauvaise communication, de la méfiance et de la désinformation. PCQVP voulait fournir des outils d'information et de plaidoyer aux communautés pour les aider, mais « voulait aussi être plus proche de ces communautés pour mieux comprendre quels étaient leurs besoins et leurs problèmes. » Ceci garantirait que toutes les actions soient une réponse aux besoins réels de la communauté, plutôt que quelque chose imposé de l'extérieur. C'était aussi le meilleur

Publiez Ce Que Vous Payez



Jacquville



Les jeunes jouent au foot sur les routes entre les villages

moyen de leur permettre de s'approprier la campagne de PCQVP.

Publiez Ce Que Vous Payez a décidé que le meilleur moyen de répondre aux besoins de la communauté était de travailler avec les dirigeants de la communauté — et de les inviter à rejoindre le mouvement de Publiez Ce Que Vous Payez. « De cette façon » dit Julien Tinguain, « nous pouvions nous attaquer aux questions de gouvernance au niveau local ainsi qu'au niveau national ».

En 2009, trois membres de Publiez Ce Que Vous Payez à Abidjan — Julien, Hyacinthe et Michel, approchèrent Ernest Kounade de Jacquville. Ernest est un professeur qui habite Jacquville depuis 19 ans et il est aussi le représentant local de la croix rouge. Homme sérieux et passionné, il a expliqué pourquoi il avait accepté l'offre de Julien et de Michel de rejoindre PCQVP.

« Quand Julien et Hyacinthe m'ont expliqué ce qu'était Publiez Ce Que Vous Payez, j'ai vu que cela correspondait à mes idéaux et à ce que j'aspire à faire — qui est d'aider mes semblables, de participer à leur faire prendre conscience, à leur ouvrir les yeux. J'ai été témoin des grèves et des barricades à répétition et je voulais changer cela. Je crois à l'idée que PCQVP a de la manière dont on peut trouver une solution, alors j'ai décidé de les rejoindre. »

Une fois qu'Ernest les avait rejoints, d'autres ont suivi et le comité local de PCQVP était bientôt né. Ce comité serait capable de suivre une situation et de la résoudre quand elle survient et, comme il serait constitué de membres de la communauté elle-même, il serait en phase avec leurs besoins et serait pris au sérieux. De plus, les membres participeraient à des formations et des sessions de partage de l'information à

Abidjan, et ainsi seraient capables de transmettre aux communautés les derniers développements au niveau national dont ils devraient être au courant.

Tous les membres sont des habitants de Jacquville qui travaillent sur la base du volontariat, qui consacrent leur temps et leurs ressources à cette fonction en plus de leur travail quotidien.

Le comité local de PCQVP est un acteur qui joue de nombreux rôles : médiateur, interprète, plateforme, conseiller — tout cela dans le but de permettre aux communautés de faire valoir leurs droits et de réduire les conflits. Pour Ernest, il s'agit de donner aux membres des villages les outils dont ils ont besoin pour mieux formuler leurs demandes. Pour Ange — aussi membre du comité — il s'agit de réduire les conflits et de créer une alternative aux barricades et à la violence.

Les membres des comités visitent chaque village affecté par l'extraction environ une fois par mois, dans la limite de leurs ressources. Qu'ils puissent voyager en groupe ou qu'une seule personne puisse y aller, ils nous ont expliqué qu'il était important de visiter chaque communauté régulièrement pour entretenir la confiance et se tenir informé de ce qu'il se passe. Mais les incidents ne suivent pas un agenda, et Ange m'a expliqué qu'elle visite parfois les villages plus souvent s'il s'est passé quelque chose. « S'ils m'appellent et que c'est urgent, je ferai de mon mieux pour y aller », dit-elle. Quand les villageois s'inquiétaient à propos des pipelines qui traversaient leurs jardins en 2010, c'est vers Ange qu'ils se sont tournés pour demander conseil. Ange essaie de donner aux communautés des informations sur ce qu'il se passe, ou suggère quelles actions correctives ils peuvent entreprendre — que ce soit écrire une lettre officielle au député ou être mis en contact avec la société elle-même. Les membres du comité local de PCQVP les aideront à traduire leur problème dans

Publiez Ce Que Vous Payez



un langage que la société ou le gouvernement peuvent comprendre. Si besoin est, Ange peut contacter ses collègues à Abidjan pour leur demander conseil ou pour leur demander de porter ce problème à un niveau plus élevé. Ces réunions sont en quelque sorte des ateliers de dépannage.

J'ai eu la chance d'assister à une réunion entre les chefs d'Addah et Publiez Ce Que Vous Payez, comme ces premiers avaient appelé PCQVP la veille de ma visite pour demander une réunion, pour discuter de la dernière construction liée au projet gazier et pétrolier de Foxtrot.

Notre réunion s'est tenue avec la chefferie qui était inquiète au sujet de la dernière construction menée dans leur village par le sous-traitant de Foxtrot, Freedland. « Ils sont arrivés et nous ont demandé s'ils pouvaient travailler pendant quatre jours et emprunter des hommes pour les travaux », a expliqué Bousson Sébastien, le chef du village, « certaines personnes étaient mécontentes qu'ils soient juste venus comme cela plutôt que de faire une demande par avance ou de suivre le protocole. Comme c'était seulement pour quatre jours, nous avons dit oui ». « Mais alors », a continué Bousson, « ils ont dit qu'ils avaient besoin d'encore plus de travailleurs et d'encore plus de jours. Nous ne savons pas ce que sont ces travaux ni quels effets ils pourraient avoir. »

Le problème n'était pas que Freelander effectue des travaux — les chefs étaient heureux de pouvoir fournir du travail au moins à certains jeunes, le problème est qu'ils avaient le sentiment d'être dans l'ignorance concernant ce qui se passait. « Pouvons-nous demander une évaluation de l'impact

sur l'environnement ? » demanda Busson. « Les travaux qu'ils effectuent sont-ils dangereux pour notre village ? Pour nos jeunes qui vont y travailler ? » Une autre source de mécontentement était qu'ils n'avaient pas le sentiment d'avoir été pleinement consultés, plutôt qu'on leur avait demandé après coup. Un chef a admis qu'il y a quelques années ils auraient peut-être mis en place une barricade dans le village pour empêcher la société de venir et essayer d'obtenir une réponse, mais que maintenant ils appelaient PCQVP pour demander conseil. Les représentants de PCQVP ont conseillé aux chefs de contacter le sous-traitant ou Foxtrot pour découvrir quels travaux étaient menés et exprimer leurs préoccupations, et ils leur ont offert leur soutien pour organiser ce contact.

Julien leur a expliqué, « Vous ne pouvez pas demander une évaluation de l'impact sur l'environnement sans savoir exactement quels travaux ils effectuent, sinon ils ne vous prendront pas au sérieux. De leur point de vue, ils ne comprennent pas pourquoi vous êtes mécontents à ce sujet, car vous êtes toujours en train de chercher à donner du travail à vos jeunes. Ils ne comprennent pas que vos préoccupations sont que vous ne connaissez pas les détails ou l'impact de ces travaux, et que vous vous inquiétez à propos de l'environnement ou de vos jeunes, ou que vous êtes inquiets de permettre plus de changements. Nous vous aiderons à les contacter et à obtenir plus d'informations. »

Ici, PCQVP agit non seulement comme un conseiller, mais aussi comme un intermédiaire, ou peut-être un conseiller matrimonial, et peut expliquer à chaque partie la manière dont l'autre interprète la situation et trouver un terrain d'en-

Publiez Ce Que Vous Payez



Le village d'Addah, vue de la maison du chef

tente à partir duquel elles peuvent travailler.

Notre visite s'est tenue dans la maison d'un des dignitaires, mais elles peuvent aussi se tenir dans la salle communale. Pendant que nous parlions avec la chefferie, le comité local de PCQVP parlait aussi avec des représentants de l'union des femmes ou des jeunes et avec l'administration. Ces représentants agissent comme des points centraux et sont en contact avec le comité local de PCQVP, s'il y a des questions et des problèmes, ces points centraux appellent le comité local de PCQVP.

Une autre activité clé est les séminaires organisés une fois par an à Jacquville (la ville). D'une certaine façon, ceux-ci sont une version des visites de villages en plus grand : un état des lieux où chaque village peut exprimer ses préoccupations et où se tient un débat. Quand Ange ou Ernest partagent toutes les informations qu'ils ont lors de leurs visites mensuelles, ces séminaires sont l'occasion de contacter une plus grande variété de personnes concernant les derniers développements et les faits nouveaux intéressants. Notamment, un membre du comité local de PCQVP peut relayer ce qu'elle a appris récemment lors d'un atelier à Abidjan — et quelles en sont les implications pour les citoyens de Jacquville. Par exemple, le code minier récemment adopté contient une proposition de partage des recettes qui pourrait affecter de manière significative les citoyens de Jacquville. Il y a une vraie soif de connaissances : un des chefs à la réunion voulait une copie du code pétrolier afin qu'ils puissent mieux défendre leurs droits. Ces séminaires sont aussi un lieu pour dissiper les mythes et la désinformation : un autre aspect crucial de ce travail si on veut que les communautés et leurs chefs soient pris au sérieux par les sociétés et le gouvernement.

Donc quel a été l'impact de ces ateliers et séminaires ? Les citoyens de Jacquville en ont-ils profité ?

« Au début, c'était difficile de convaincre les villages et les



Comité PCQVP de Jacquville

chefs de ne pas se lancer dans des actions directes », a expliqué Ernest. « Mais comme ils ont vu que le plaidoyer était plus efficace que la violence, leur confiance en nous a crû. » PCQVP s'est imposé comme un médiateur et un conseiller crédible et « Maintenant, ils nous appellent quand il y a un problème, plutôt que d'avoir recours à la violence » continue-t-il.

En fait, un « des principaux succès a été que les communautés savent maintenant qu'elles ont un porte-parole avec lequel elles peuvent discuter et débattre » explique Michel Yoboue, cofondateur de PCQVP Côte d'Ivoire, « ainsi elles peuvent avoir un soutien ou une aide pour négocier avec les sociétés ou le gouvernement. »

Bien que des incidents, comme les barricades contre Foxtrot en avril 2013 peuvent toujours se produire, il y a certainement aussi eu une diminution de la violence et un changement d'attitude.

Au fil des ans, il y a eu une « réduction sensible » dans le nombre d'incidents et d'action directe tel que les barricades, a expliqué le Directeur de Foxtrot M. Christian Sage, et en particulier dans les derniers huit mois, Foxtrot a constaté une attitude différente de la communauté. Ceci est principalement dû à la création d'un meilleur dialogue avec les communautés. Une communauté bien informée est aussi « clairement plus crédible » en tant que négociante et d'avoir un médiateur pour dissiper les mythes a été très utile.

Bien qu'une entreprise bénéficie d'une communauté mieux informée, c'est surtout les citoyens qui gagnent. Comme l'a dit un des chefs d'Addah, « Avant, nous devions nous lancer dans des barricades ou des grèves pour obtenir que quelqu'un nous parle. Maintenant, nous évitons la violence et les représailles, et nous allons directement vers le dialogue, ce qui est ce à quoi nous voulions parvenir depuis le début. »

Publiez Ce Que Vous Payez

Leçons apprises

Ne pas sous-estimer le désir de collaborer d'une communauté—PCQVP Côte d'Ivoire a été surprise de l'enthousiasme avec lequel les communautés ont répondu à leur démarche de sensibilisation. Plusieurs de ces communautés avaient eu des organismes qui avaient agi comme des médiateurs précédemment (différents comités et associations), mais cela ne s'était pas bien passé. La coalition a pensé que cela pourrait dissuader les communautés de collaborer davantage avec des tiers, mais en fait elles tenaient vraiment à établir une relation.

Des actes, pas des paroles—Une fois que vous avez un premier succès à votre actif, les choses deviennent plus faciles, car cela améliore votre crédibilité et les communautés vous font plus confiance. À Jacquville, cela est arrivé la première fois qu'ils ont réussi à établir un dialogue entre Foxtrot et les chefs du village.

Gérer les attentes est crucial— PCQVP Côte d'Ivoire a découvert que, alors qu'elle travaillait avec les communautés, elle devait se lancer dans un nouveau domaine de sensibilisation – à savoir gérer les attentes des communautés concernant ce que la coalition pouvait et ne pouvait pas réaliser. Alors que la coalition a communiqué au gouvernement à Abidjan les préoccupations des communautés (les besoins des communautés d'extraction ont été intégrés dans les actions de plaidoyer de PCQVP Côte d'Ivoire sur le nouveau code minier), les communautés attendaient parfois trop de la coalition. Le changement prend du temps et même PCQVP est limitée dans ce qu'elle peut réaliser. La coalition devait expliquer clairement aux communautés ce qui était en son pouvoir.

Langue et relations – Ça a été beaucoup plus facile de gagner la confiance d'une communauté quand des membres de PCQVP parlaient la même langue. Non seulement les membres de la communauté sont plus réceptifs et ouverts, mais ils ont plus tendance à vous traiter comme un des leurs. De plus, la seule façon de parler directement au chef lors d'une réunion c'est en parlant sa langue. Il y a X langues en Côte d'Ivoire, donc ça n'a pas toujours été facile

Une coalition PCQVP plus crédible – « Si vous avez la confiance de la communauté, le gouvernement doit vous écouter ». Si vous avez vraiment gagné la confiance d'une communauté et que vous agissez comme leur porte-parole, vous avez plus de chances d'être pris au sérieux par le gouvernement, qui aura moins tendance à croire que vous provoquez des troubles.

Conclusion

En créant une plateforme grâce à laquelle les citoyens peuvent s'engager de manière constructive avec les communautés, en agissant comme un intermédiaire et en créant des voies de communication, PCQVP a réduit les tensions et a offert aux communautés des actions correctives qui vont plus loin que les barricades et les grèves. Le fait de créer un comité local composé de membres de la communauté a assuré sa crédibilité et que les efforts seraient bien orientés et répondraient aux besoins de la communauté.

En dissipant les mythes et la désinformation, ainsi qu'en donnant des informations et des formations sur les droits, PCQVP a aussi augmenté la crédibilité des communautés en tant que parties prenantes et a renforcé leur pouvoir de négociation.

Même si les conditions de vie des citoyens de Jacquville peuvent encore s'améliorer, il y a eu une nette diminution de la violence et les communautés peuvent mieux faire valoir leurs droits pour reprendre le con-

Publiez Ce Que Vous Payez

trôle de leurs vies. Ceci est particulièrement important étant donné le contexte de la Côte d'Ivoire — un nouveau régime de partage des recettes introduit dans le code minier rendra nécessaire pour les communautés d'être unies et bien organisées pour exprimer leurs besoins.

Dans un pays où l'extraction de ressources est en augmentation rapide, les initiatives de ce type sont plus importantes que jamais.